

# LA POSITION DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS FACE À LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE – LA QUESTION DE L'EMPLOI\*

*Iulia Tătaru*

C'est au lendemain de la seconde guerre mondiale que l'idée de la construction de l'Europe, en tant que projet politique, économique et institutionnel naît. Il était un projet très ambitieux dès le début, suscitant dans le contexte respectif des positionnements de la part des états et de leurs dirigeants, aussi bien que des partis politiques et de la société civile, régulièrement consultée sur les grandes décisions du processus de construction européenne. Dans notre analyse, de tous les acteurs mentionnés, nous allons privilégier l'étude des opinions et des réactions d'une formation partisane, à savoir le Parti Socialiste Français face à la construction européenne.

L'idée de notre analyse sera de voir comment le PSF a réagi face à l'un des principaux défis qui ont marqué l'évolution de la construction européenne dans toute cette période. Il s'agit plus concrètement du problème de l'emploi. Notre but sera de suivre quelles ont été les évolutions en matière de l'emploi au niveau communautaire pendant toute cette période et comment le Parti Socialiste Français a su

se positionner face à toutes ces évolutions. Par « positionnement » nous comprendrons saisir le comportement d'un acteur politique face à une problématique bien déterminée. Dans le cas d'espèce il consistera à voir comment le Parti Socialiste Français a réagi face aux évolutions communautaires en matière de politique de l'emploi et quelles ont été les visions et les propositions des socialistes français eux-mêmes relatives à la poursuite de la construction européenne dans ce domaine spécifique de l'emploi.

Globalement, la structure de notre travail de recherche sera divisée en deux grandes parties qui correspondent à deux étapes différentes dans la vie du Parti Socialiste Français : une première qui s'étale sur la période entre 1993-1997, pendant laquelle le Parti se trouve en opposition sur la scène politique nationale, et une deuxième qui couvre la durée de temps contenue entre 1997-1999, quand le parti se trouve au pouvoir. Spécifions que le PS reste le principal parti de gouvernement jusqu'au printemps 2002, mais en ce qui nous concerne nous avons choisi de limiter la portée de notre recherche en 1999.

## LE PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS À L'OPPOSITION

Notre propos dans le cadre de cette partie sera de voir comment le PSF a su réagir face aux initiatives européennes et

nationales visant le problème de l'emploi. A cette fin notre démarche analytique sera divisée en quatre étapes :

---

\* Cet article constitue une première partie du travail de dissertation présenté à l'Institut d'Études Européennes de Bruxelles, le 7 octobre 2002, afin d'obtenir un diplôme de DES en droit communautaire et politiques publiques européennes.

– la première consistera à présenter l'évolution du parti pendant la période 1993-1997.

– dans la deuxième étape nous nous pencherons sur les programmes des gouvernements Balladur et Juppé, au pouvoir pendant cette période en France, privilégiant, bien entendu, l'analyse de leurs stratégies économiques pour diminuer l'ampleur du phénomène du chômage.

– dans une troisième étape, nous nous focaliserons sur les stratégies politiques envisagées par le PSF au même sujet de l'emploi.

– dans une dernière étape nous présenterons d'autres initiatives européennes que le parti a entreprises en dehors du cadre national strict, comme des réunions avec ses homologues européens au cadre du PSE.

### *La situation au sein du Parti Socialiste en 1993*

L'année 1993 est celle des élections législatives en France. La campagne électorale se déroule sans aucune surprise, « tant la défaite du parti socialiste paraît certaine »<sup>1</sup>. Comme on le verra par la suite, personne n'a pu quand même imaginer l'ampleur de la défaite enregistrée par le Parti Socialiste Français lors de ces élections législatives.

La situation dans laquelle le parti se trouvait n'était pas une simple difficulté conjoncturelle, mais une profonde crise interne qui a mené inévitablement à l'échec électoral.

En fait, le commencement de cette crise remonte au Congrès de Rennes, déroulé du 15 au 18 mai 1990. Ce congrès a marqué la fin d'une étape dans l'évolution du parti, plus précisément « la fin du mitterrandisme comme courant politique homogène »<sup>2</sup>. Pour la formation partisane française, qui était d'ailleurs au plus bas de son influence dans cette période, plusieurs problèmes se posaient en même temps: celui de son programme, celui de sa stratégie, celui de son candidat à la future élection présidentielle, celui de ses rapports avec François Mitterrand, brièvement celui de sa cohésion interne. Et il y avait encore un autre élément à ne pas négliger, et qui d'ailleurs rendait la crise politique du parti encore plus grave. Il s'agissait de la guerre impitoyable que se livraient les différents courants, toujours en train de s'affronter sans parvenir à s'entendre. L'affrontement<sup>3</sup> avait commencé dès la seconde élection de Fr. Mitterrand quand une interrogation est apparue de plus en plus préoccupante. Il était question, en fait, de savoir qui devait

être le successeur du président de la République. Les trois hommes qui s'estimaient le plus les potentiels candidats étaient Lionel Jospin, Laurent Fabius et Michel Rocard. En plus, François Mitterrand soutenait Fabius que la majorité des socialistes rejetait.

Au congrès de Rennes tous ces problèmes font surface menant ainsi la crise politique du parti à son paroxysme.

Le congrès a marqué également l'éclatement des différents courants partisans au sein du parti donnant naissance à une « véritable cacophonie de courants et sous-courants de ralliements ou défections, sans compter ceux qui refusaient de choisir »<sup>4</sup>.

Face à cette perspective, la confiance dans le parti diminue. D'après Jaques Attali<sup>5</sup>, même le président de la République était convaincu que les socialistes perdraient les élections de 1993.

Pourtant, plusieurs tentatives de refaire l'unité du parti se font remarquées. On a retenu essentiellement deux programmes: l'un proposé par Laurent Fabius et l'autre par Michel Rocard. Le premier, devenu depuis février 1992 premier secrétaire du parti, voulait réorganiser le parti selon trois mots d'ordre « rénover, rassembler et réformer »<sup>6</sup>.

Quant à Michel Rocard, il propose en janvier 1993 un « big bang politique pour la refondation de la gauche »<sup>7</sup>. Dans ce sens, il invite à une « rupture pour accomplir la renaissance ». Rocard rappelle le congrès de Tours<sup>8</sup> indiquant que tout comme en 1920 il s'imposait une refondation de la gauche. Le big-bang devrait marquer le

décès du PS de l'époque et la nécessité d'en créer un autre, conformément à son projet qui prévoyait une refondation du mouvement socialiste ouvert aux

écologistes et aux communistes réformateurs. Constatons que ce que M. Rocard proposait était véritablement une recomposition de la gauche et du centre.

### ***Les élections législatives de mars 1993 et la défaite du Parti Socialiste Français***

C'est dans cette période de pleine crise politique au sein du PS que les élections législatives de 21 et 28 mars 1993 se déroulent. Comme on l'a déjà souligné auparavant, l'ampleur de la défaite socialiste fut beaucoup plus grande que prévu. Le PS n'a obtenu que 17,62% des suffrages exprimés. D'après Jean-Pierre Bedei, avec ce score-ci, le PS se situait « dans les plus basses eaux de son histoire »<sup>9</sup>. La coalition électorale de la droite « l'Union pour la France » constituée par le RPR et l'UDF est sortie gagnante.

Dans la nouvelle majorité parlementaire qui regroupait 577 députés, repartis entre 207 UDF, 242 RPR et 37 divers droite, le PS n'obtient que 64. Donc, la droite comptait 480 députés, soit plus de 80% de l'effectif de l'Assemblée Nationale. Comme le remarquait *L'Année politique*<sup>10</sup>, « l'Assemblée nationale était la plus à droite

qu'ait connue la France depuis plus d'un siècle, plus que la Chambre bleu horizon élue en 1919 après la guerre et même que l'Assemblée sortie des urnes en juin 1968 ».

Les élections législatives ne font que confirmer la perte que le parti avait déjà enregistrée en 1992 lors des scrutins régionaux et cantonaux qui avaient vu PS reculer dans ses bastions de vieille tradition SFIO comme Pas-de-Calais, la Haute-Garonne.

Finalement toutes ces élections et leurs résultats traduisent sur-le-champ de la compétition électorale la baisse de confiance que la crise interne du PSF a entraînée.

Dans ces conditions, le 29 mars, le gouvernement socialiste de P. Bérégovoy se voit obligé de démissionner. Pour le parti socialiste s'annonce une autre période de crise politique<sup>11</sup>.

### ***Le gouvernement de droite d'Edouard Balladur et son programme politique***

Le président de la République annonçait, le 30 mars 1993, la nomination d'Edouard Balladur comme Premier ministre.

Le nouveau chef de cabinet prononce, le 8 avril 1993, sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée Nationale. Les propos gouvernementaux du Premier ministre visent un but clair, à savoir « bâtir le nouvel exemple français » qui, pour le Premier ministre signifiait « le fruit d'un effort de redressement, d'un élan nouveau pour apporter à notre société les réformes qui lui assureront à la fois le progrès, l'équilibre et la justice »<sup>12</sup>.

Nous constatons que le chef de l'exécutif annonce sa détermination pour mener une politique de réforme axée sur quatre axes principaux: affermir l'état républicain, assainir l'économie pour développer l'emploi, garantir les solidarités essentielles dans la société et mieux assurer la place de la France en Europe et

dans le monde. On remarque aisément que le programme politique du gouvernement comporte un volet social constant dans des projets en matière d'emploi et de lutte contre le chômage. Évidemment, c'est n'est pas par hasard que la stratégie gouvernementale se penche spécialement sur la question de l'emploi.

Nous avons pensé que pour mieux comprendre cette priorité du gouvernement Balladur, il serait peut-être utile de jeter un coup d'œil à la situation économique et sociale de la France pour la période de 1993-1994. Selon les statistiques, la situation économique du pays n'était pas du tout favorable.

Comme le notait Becker<sup>13</sup>, « 1993 aurait été l'une des années les plus noires que la France ait connues depuis longtemps. La récession qui a frappé son économie a profondément appauvri la collectivité nationale [...] les entreprises ont

supprimé 260 000 emplois salariés. Le malaise français est né de la gravité de la récession, la pire depuis la fin de la seconde guerre mondiale, qui a vu le PIB reculer de presque un point en 1993, faisant perdre au pays quelque 70 milliards de francs de richesse ».

Le gouvernement avait prévu fin 1992 une croissance économique de 2,6% pour 1993 ; or, un an plus tard, bien loin d'augmenter, la production nationale avait reculé de 0,8%. Le coût social de cette récession, la plus forte depuis 1945, selon les analystes économiques, était considérable : « la perte de 26 000 emplois [...] et un volume de 312 000 chômeurs supplémentaires accompagnés d'un effondrement de l'investissement industriel et du niveau record des faillites d'entreprises »<sup>14</sup>. Le seuil de 3 millions de chômeurs était franchi en novembre 1992 et à la fin de l'année 1993 le nombre de chômeurs en données brutes était de 3 368 800<sup>15</sup>.

Par rapport à ses autres voisins européens, en France, le pourcentage de jeunes de moins de 25 ans y était de plus en plus élevé, de même que celui des chômeurs de longue durée.

Face à cette situation économique difficile, les forces politiques de droite et de gauche du pays envisagent, comme on le verra ultérieurement, des projets totalement différents pour la dépasser. À terme cette situation ne pouvait être redressée que par le redémarrage de la croissance et la réduction du chômage.

Nous considérons qu'une présentation comparative de la politique de l'emploi menée par le gouvernement au pouvoir et du programme politique visant la même problématique pensé par le PS en opposition, nous aidera à mieux mettre en lumière leurs choix stratégiques différents, car si tous les deux mènent le même combat – la lutte contre le chômage – leurs visions pour ressouder pratiquement ce problème sont très différentes.

Donc, nous poursuivrons, dans un premier temps, avec la présentation de la stratégie de politique économique envisagée par le gouvernement de droite au pouvoir. Cette partie nous paraît très importante afin

que nous puissions saisir par après la vision du PS relative à la situation de l'emploi au niveau national et européen, vision qui sera à la fois une réplique et une critique envers la politique menée par le gouvernement de droite en exercice.

Le 10 mai 1993, le gouvernement de droite adoptait « un plan de redressement économique et social »<sup>16</sup>. Le projet proposé visait de retrouver la croissance (créatrice de l'emploi) mais en réduisant les déficits publics. Balladur était le partisan de la stabilité du franc qui pour lui était gage de la croissance durable. Il pensait qu'en aggravant les déficits, en affaiblissant le franc, on provoquerait la hausse des taux d'intérêt et en définitive on mettrait en cause la croissance et l'emploi. Donc, créer des emplois signifiait pour Ed. Balladur lutter contre les déficits.

Le choix de cette politique est très lié au contexte économique européen, et notamment à la situation de l'Allemagne, où pour faire face aux dépenses considérables de la reconstruction des nouveaux landes de l'Est le gouvernement avait recours à l'emprunt afin de ne pas alourdir les dépenses budgétaires et, pour éviter l'inflation, la Bundesbank maintenait les taux d'intérêt élevés. Ainsi le Deutsche Mark s'appréciait-il sur les marchés des changes tandis que les autres monnaies, comme le franc français, avaient des difficultés de maintenir le rapport de parité.

Dans ces circonstances la position du gouvernement Balladur a été de conserver la parité du franc avec le Mark et à cet effet on a maintenu les taux élevés, alors que dans la majorité parlementaire des critiques s'élevaient contre la politique du « franc fort » qui avait pour effet d'encourager la spéculation, menant inévitablement à une dévaluation. En plus, on risquait d'échapper aux rigueurs de l'article 103, paragraphe 2 du traité de Maastricht disant que « les États membres mènent des politiques budgétaires favorisant une croissance non inflationniste et un niveau élevé d'emploi ».

Arrivés à ce point de notre démarche analytique, nous avons considéré comme étant utile de se demander dans quelle mesure le gouvernement au pouvoir a réussi

par le biais de la politique présentée à améliorer la situation économique du pays et à infléchir favorablement sur le taux du chômage ?

Autrement dit, quels ont été les effets sur la croissance et l'emploi de la politique de rigueur budgétaire menée par le gouvernement Balladur ?

Cet aspect de l'analyse sera mis en lumière par la suite.

René Remond observait<sup>17</sup> que « l'année 1994 fut une des rares années depuis 1980 à dispenser quelques signes de reprise et à laisser espérer une sortie prochaine de la crise ». En effet, la production s'était redressée au début de l'année, le PIB augmentant de 2,4% sur toute l'année. Mais malgré cette nette évolution, l'amélioration de l'emploi n'a pas suivi la reprise économique. Le chômage représentait encore 12% de la population en âge de travailler<sup>18</sup>. Selon les analyses économiques il y avait une stabilisation par rapport à la virulente augmentation de 1993 mais il était évident que la reprise économique avait été incapable de provoquer une véritable baisse du chômage. Pour se faire une idée de la situation au niveau européen<sup>19</sup>, le taux de chômage au niveau communautaire s'établit à 10,7% en octobre 1994, avec 6,2% en Allemagne et 12,6% en France. C'est certes que les effets de la reprise ont apporté une amélioration de l'économie française, mais la croissance n'était pas encore arrivée à un niveau suffisant pour agir de façon dynamique sur le marché de l'emploi. Pour obtenir une forte diminution de l'effectif du chômage les économistes estimaient qu'il fallait avoir une croissance économique supérieure à 4%. Ils ajoutent qu'une telle croissance devait être

durable. Or, depuis la fin des « Trente Glorieuses » l'économie française n'a bénéficié qu'une seule fois d'une telle situation, c'était en 1988 et en 1989 avec les hausses du PIB de 4,5% et 4,3%<sup>20</sup>. La croissance avait alors effectivement permis d'infléchir la courbe du chômage.

Mais est-ce que la France disposait-elle des moyens d'une telle croissance, à l'époque ? Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France en doute<sup>21</sup>. Selon lui, la France possède une économie productive de grande qualité mais qui n'est pas créatrice d'emplois. En plus, il considère que le niveau des déficits publics enregistré par l'économie française constitue aussi un handicap pour la poursuite de la croissance.

Maintenant, après avoir vu quel choix de politique économique le Gouvernement Balladur a entendu opérer et quels ont été les résultats de cette politique du point de vue de l'emploi, nous comprendrons mieux les critiques proférées par les socialistes à l'égard de la politique du gouvernement. Pour les socialistes, l'immobilisme de cette politique d'orthodoxie monétaire semblait conduire à l'impossibilité d'avoir une croissance suffisamment élevée pour créer des emplois. C'est en principe pour cette raison qu'ils ont considéré sans réserve que la politique du gouvernement au pouvoir a été un échec, et que le besoin d'une autre stratégie de gouvernance leur apparaissait plus que nécessaire.

Afin d'accomplir l'exigence méthodologique de présentation comparative des programmes politiques, que nous avons annoncée, nous entendons continuer notre démarche analytique par la présentation de la vision relative à l'emploi proposée par le PSF.

### *La vision relative à la question de l'emploi proposée par le PSF*

Annonçons dès le début que cette partie comprendra une analyse de la situation au sein du parti à la veille de son congrès de Bourget, ainsi que le programme politique que le parti a présenté à la même occasion. Nous nous arrêterons brièvement sur le Livre Blanc de la Commission « Croissance, compétitivité, emploi » afin de mieux se positionner, ultérieurement par

rapport à la vision du PS concernant l'emploi.

Le projet envisagé par le Parti Socialiste sera présenté à l'occasion du Congrès de Bourget, de 22-24 octobre 1993.

Ce congrès a été le premier que le parti ait tenu depuis Rennes. Il a été organisé six mois après la perte des élections par la gauche et le retour au

pouvoir de la droite. Comme on l'a déjà vu, le scrutin de mars 1993 a durement sanctionné la gauche, qui a réalisé son plus faible résultat pour des élections législatives depuis le congrès d'Épinay en 1971<sup>22</sup>.

Le contexte difficile dans lequel le parti se trouvait imposait de relever deux principaux défis: premièrement, le parti, qui était désuni, devait se rassembler, s'unir, se stabiliser. Deuxièmement, le parti devait montrer qu'il est à nouveau capable de s'opposer à la politique de la droite, considérée trop conservatrice et dénuée du sens de l'intérêt général. Cela signifiait pour le PS qu'il devrait prouver qu'il était à nouveau capable de proposer aux français un projet politique. Donc, le rassemblement du parti, la capacité d'opposition et la force de proposition d'un programme politique soutenable, toutes ces trois conditions devaient être réunies pour que, comme le souhaite M. Rocard, « nous montrions que nous pouvons être rapidement un Parti d'alternance »<sup>23</sup>. Il semble bien que les socialistes se sont rendu compte que le rassemblement n'était pas seulement opportun pour eux, mais il était vital de s'unir pour mieux faire face à la droite. Il fallait mettre fin aux divisions au sein du parti et lancer un débat de fond sur l'avenir et l'élaboration des nouveaux projets, orientations politiques.

En effet, le congrès marquera des transformations, le PS entend proposer et produire une nouvelle offre politique à gauche dans le plan national et veut faire entendre également un nouveau message européen.

L'idée sur laquelle ils se penchent est celle de s'opposer tant à la politique nationale de la droite qu'à celle menée au niveau européen en matière d'emploi.

Imaginer l'emploi pour résoudre le problème du chômage apparaissait comme leur préoccupation principale. Ils partent du double constat que la crise économique de l'époque touchait tant au niveau européen que national. Mais, à leur avis<sup>24</sup>, la crise était d'abord une crise européenne puisque sur les 36 millions de chômeurs sur la planète, 20 millions on comptait en Europe. À l'exception de la Grande-Bretagne, l'UE est

engagée dans une des plus graves récessions depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La faiblesse de la croissance économique<sup>25</sup> et l'absence de perspective d'une reprise assez ferme provoquent en 1993-1994 un chômage sans précédent qui devenait un problème fondamental pour les états membres. C'est pour cette raison que le parti socialiste français voulait « opposer à une crise européenne une réponse européenne ».<sup>26</sup> Cela ne voulait pas dire pour autant que le niveau national devait être escamoté, mais ils pensaient plutôt à une stratégie duale, agissant sur deux champs: national et européen. Le résultat de cette coordination des niveaux devrait mener à des résultats tangibles dans la lutte contre le chômage.

Les socialistes partagent la conviction qu'une relance de l'économie nationale et européenne devrait être envisagée.

Nous allons procéder par la suite à une mise en exergue de la manière dans laquelle le PS conçoit cette relance.

Pour eux il fallait trouver une nouvelle stratégie de croissance. La politique de l'emploi qu'ils proposent implique que l'économie renoue avec la croissance. Les socialistes entendent de définir leur attitude par rapport à l'épineux problème de la croissance.

À cette fin, ils se proposent d'élaborer une nouvelle stratégie pour la croissance, qui réviserait son contenu aussi que ses objectifs. L'idée qu'ils proposent est simple et repose sur une stratégie concertée au niveau national et européen pour faire augmenter la croissance: Cette stratégie concertée à deux niveaux suppose que des actions spécifiques devront être réalisées à chacun d'entre eux parce que, pour les socialistes, agir conjointement sur les deux plans par un programme intégré signifiait mieux combattre le chômage.

Dans un premier temps nous allons nous focaliser pour un instant au niveau national pour voir en quoi leur stratégie consistait.

Ils considèrent que deux principales initiatives seront destinées à créer un plus



d'emplois : la réduction de la durée du travail et la création des emplois dans le secteur des services.

En ce qui concerne la réduction du temps du travail<sup>27</sup>, les socialistes proposent le passage progressif aux 35 heures de travail par semaine. À leur avis, ce passage devrait répondre à une double exigence : être négocié par les partenaires sociaux dans chaque entreprise pour convenir de son rythme et de ses modalités et être régulé et aidé par l'état dans le sens qu'il serait à lui d'inciter les entreprises à s'engager dans ce processus en allégeant leur charges sociales. Quant aux salariés, il ne s'agira pas d'une diminution de leurs salaires, ils conserveront leur rémunération mensuelle, gagnant autant tout en travaillant moins. La réduction du temps du travail sera financée par les gains de productivité<sup>28</sup>, n'affectant pas de la sorte le déficit public, puisqu'on n'utilisera pas les sources budgétaires pour financer les nouveaux emplois créés. Ces derniers disposeront seulement des ressources nées des gains de productivité. Le fait que dans leur vision la réduction du temps du travail ne doit pas être accompagnée par une baisse des salaires est essentiel pour comprendre leur logique. Un niveau raisonnable des salaires ne peut qu'aider à la reprise de la consommation qui sera à son tour très bénéfique aux entreprises. On constate la circularité de leur théorie et dans quelle mesure chaque partie de cette stratégie est importante pour que l'ensemble fonctionne bien. Cette croissance doit assurer à la fois le financement de la consommation par le pouvoir d'achat des salariés et le financement des investissements par le profit des entreprises.

Cette proposition deviendra une des actions de politique interne du gouvernement Jospin. Dans le deuxième chapitre, au moment où nous examinerons son programme de gouvernement nous allons nous livrer à une analyse plus détaillée de cette mesure relative à la réduction de la durée du travail.

La création d'emplois dans le secteur des services<sup>29</sup> est la deuxième initiative que les socialistes lancent pour stimuler la politique dans ce domaine. Cette proposition

consiste à dire que la puissance publique, en occurrence l'état, est la seule qui peut favoriser la création d'emplois dans les services pour les travailleurs non-qualifiés. L'explication mettait en exergue que le fait que le coût relatif au travail non-qualifié avait tendance à augmenter et en même temps le chômage frappait le plus les travailleurs non-qualifiés. Face à cette situation, la stratégie pour créer des emplois pour cette catégorie spécifique de travailleurs devrait consister dans une exonération des charges au titre des entreprises qui en feront des embauches. Puis, il fallait également créer des emplois de proximité surtout dans les banlieues pour rendre des services d'encadrement des jeunes puisque, comme nous l'avons mentionné, en France le chômage des jeunes de moins de 25 ans était plus élevé par rapport à la moyenne européenne.

Ce que nous semble important à remarquer, après avoir vu le contenu des propositions en faveur de la croissance, est le rôle significatif que les socialistes entendent attribuer à l'état dans ce processus de relance économique au niveau national.

Dans un premier temps l'état est chargé de piloter le processus de réduction de la durée du travail selon la logique du « moteur en trois temps »<sup>30</sup>, et dans un deuxième temps il a comme mission de créer des emplois pour des catégories de travailleurs spécifiques.

Cependant les socialistes considèrent que l'initiative nationale ne suffira pas à la reprise de la croissance et de l'investissement et, en conséquence, l'Europe leur apparaît comme un autre espace possible pour organiser la relance de l'économie et retrouver le chemin de la croissance. Ils pensent que « la croissance passe par l'Europe, elle est nécessaire, d'autant plus que nous vivons une crise de demande, une récession, une déflation »<sup>31</sup>.

Pour retrouver la croissance au niveau européen, les socialistes français partent de la conviction que seul un grand emprunt européen destiné à financer un vaste programme de travaux d'infrastructure à l'échelle continentale résoudra la question de la croissance et du chômage. À ce point

il nous semble important de spécifier qu'ils se manifestent aussi en faveur des autres mesures comme la baisse des taux d'intérêt au niveau européen<sup>32</sup> et le développement d'une politique industrielle et de recherche, notamment par le financement du budget communautaire de grands programmes techniques et de recherche<sup>33</sup>, mais dans leur programme l'idée de faire augmenter la croissance par le biais d'un grand investissement public leur apparaît comme étant la plus importante, à tel point qu'elle est reprise dans toutes les prises de position du parti et de ses dirigeants pour la période qui nous intéresse. Les autres mesures, considérons-nous, apparaissent plutôt comme complémentaires à celle-ci.

À ce stade de l'analyse, il est nécessaire de mentionner que l'idée du lancement d'une politique de grands travaux de développement soutenue par un grand emprunt européen leur a été inspirée par l'initiative de Jacques Delors dans son Livre Blanc sur la croissance et l'emploi. Donc, l'originalité de cette idée relative au lancement d'un emprunt public massif ne leur appartient que dans la mesure où ils entendent réformer selon leurs propres visions idéologiques la proposition faite par J. Delors au nom de la Commission européenne. Donc, le PS part de l'initiative proposée par le chef de la Commission pour créer sa propre stratégie de la croissance.

À ce point de notre démarche, il nous semble qu'il serait utile d'exposer brièvement en quoi l'initiative de Jacques Delors a consisté et par après comment le PS a forgé sa propre vision à partir de cette initiative communautaire.

Le Livre Blanc de la Commission Européenne « Croissance, compétitivité, emplois » est présenté par J. Delors, au Conseil Européen de Bruxelles de décembre 1993. Le défi auquel on se proposait de répondre était : comment poursuivre le modèle de développement pour faire face à la crise économique à laquelle s'accompagnait le problème du chômage ? Pour s'attaquer au chômage, le Livre Blanc suggère :<sup>34</sup>

– une économie saine (réduction des déficits budgétaires, modération salariale)

– une économie sans remèdes miracle, c'est-à-dire, sans baisse généralisée du temps du travail ni diminution drastique des salaires.

– une économie ouverte, notamment aux pays de l'Europe Centrale et Orientale.

– une économie décentralisée, notamment en direction des P.M.E.

– une économie plus compétitive grâce à la réalisation des grands réseaux d'infrastructures au niveau européen

– lutter contre l'exclusion sociale et agir au service de l'emploi (trouver de nouvelles sources d'emploi dans les secteurs comme l'environnement et les services sociaux)

– la préoccupation de réformer et renforcer la formation professionnelle et la recherche

Jacques Delors proposait, pour sortir de la récession et créer les 15 millions d'emplois, un vaste programme d'investissements publics en transports, énergie, télécommunications qui auraient l'avantage de créer de nouveaux emplois et mieux intégrer l'espace économique européen.

Quant aux socialistes français, ils se montrent d'accord avec tous les points du Livre Blanc, qu'on a énumérés. Cependant, ils entendent accorder une attention particulière à celui relatif au lancement d'un grand réseau d'infrastructures.

Non seulement ils ont repris l'idée envisagée par Delors, mais ils l'ont beaucoup amplifiée. La solution qu'ils considèrent comme idéale pour la relance européenne consistait toujours dans un grand emprunt européen mais avec des conditions de financement autres que celles proposées au niveau européen.

Voyons maintenant en quoi consistait la vision socialiste pour retrouver la croissance de l'économie européenne.

Comme on l'a déjà mentionné, ils s'inspirent de la proposition de J. Delors pour forger leur stratégie. Pour eux, la reprise de la croissance suppose une véritable politique keynésienne au niveau



européen. Cette politique keynésienne serait mise en œuvre par le biais d'un emprunt public massif de la part de l'UE qui serait affecté à de grands investissements créateurs d'emplois (T.G.V., autoroutes, télécommunications) et à l'amélioration de la vie quotidienne (rénovation des banlieues et de leur environnement). Donc, l'élément central de cette politique keynésienne doit être le financement par un emprunt public, puisque les socialistes pensaient que pour accélérer la croissance cela serait la meilleure solution.

Mais s'ils suivent le raisonnement de Delors en ce qui concerne l'idée d'un investissement par un grand emprunt public, ils vont manifester leur désaccord face aux montants de financement proposés par la Commission ou par les Conseils européens. Ils sont d'accord avec le fait que l'initiative prise par le sommet de Bruxelles va dans le bon sens, mais l'ampleur de l'investissement prévu reste encore très insuffisante pour eux. Pour le PS, les 8 milliards d'écus proposés par le Conseil européen d'Edimbourg<sup>35</sup> ou les 20 milliards proposés par la Commission (120 milliards écus étalés sur 6 ans) étaient insuffisants. Eux, ils pensent qu'il faudrait sans doute le double.<sup>36</sup>

Quelles doivent être les modalités de cette relance supposant un investissement public pour le Parti Socialiste ?

Les socialistes basent leur proposition sur un grand emprunt. En ce qui concerne son montant, les chiffres qu'ils proposent varient. Ainsi, dans la résolution finale du congrès de Bourget, on mentionne le montant de 80 milliards d'écus, et dans le discours de clôture du même congrès M. Rocard parlait de 50 de milliards d'écus par an. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas nous empêcher de remarquer que le montant que les socialistes proposent est beaucoup plus grand que celui fixé par le Livre Blanc.

Quelle est la logique de ce « new deal européen » ?

Pour le PS<sup>37</sup>, la Communauté qui n'est pas endettée peut faire ce choix keynésien qui consiste à emprunter, à long terme, au moins 50 millions d'écus. Pour eux, l'UE est

le seul emprunteur potentiel parce que l'Union est la seule collectivité non endettée et par ailleurs beaucoup moins dépendante de l'extérieur que chacun de ses membres. Par ailleurs les 50 milliards d'écus doivent être aussitôt réinvestis dans des dépenses présentant une double caractéristique: être des investissements d'avenir et être créatrices d'emplois. Cette entreprise permettra une meilleure coopération des politiques économiques des douze états membres, qui aura comme résultat de dégager un plus de croissance au niveau européen.

Pour eux, le financement d'un tel programme peut dans une large mesure être obtenu par l'emprunt sans détériorer à terme les comptes publics, comme le considéraient certains états membres sceptiques à accepter le Livre Blanc, parce que selon la stratégie des socialistes on n'affecte d'aucune manière le déficit public national puisqu'on ne fera pas recours aux budgets nationaux pour relancer la croissance. On appellera, par contre, au budget communautaire qui pourrait se permettre de relancer la croissance par un emprunt sur le marché international. En plus, comme ils l'expliquent eux-mêmes<sup>38</sup>, « un investissement public augmenté de l'investissement privé qu'il entraîne génère des ressources fiscales de l'ordre de l'investissement réalisé ». Puis une fois l'investissement lancé par l'Union, il devrait s'orienter vers toute sorte d'infrastructures, pouvant privilégier à la fois le logement qui a un fort contenu en emploi (et notamment en emplois non-qualifiés), la réhabilitation des zones urbaines défavorisées et des grands réseaux de communication.

Pour conclure, nous pouvons dire que les socialistes aussi que le gouvernement de droite ciblaient leur stratégie sur le retour de la croissance pour créer des emplois, mais leurs moyens divergeaient totalement. Pour le Premier ministre Balladur, il voulait trouver la croissance, mais il estimait que la seule politique possible était une gestion financière rigoureuse. Il fallait lutter contre les déficits au niveau national et européen en attendant que la croissance produise les meilleures rentrées fiscales, qui à leur tour favoriseront la baisse des taux d'intérêt et

restaurent la confiance dans les monnaies nationales. Pour lui la stabilité monétaire était un des facteurs indispensables de la croissance. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre que l'idée du chef de l'exécutif français était qu'il ne faudrait pas passer la défense de l'emploi avant celle de la monnaie unique et de la réduction des déficits publics. Cette politique économique de rigueur s'inscrivait dans la ligne des exigences instaurées par le traité de Maastricht en vue de passer à la monnaie unique.

Pour les socialistes, la politique du gouvernement Balladur en France et celle des autres exécutifs libéraux au niveau européen est une de régression sociale. Le seul moyen cohérent pour combattre cette politique est de proposer une autre vision, qui ne soit plus penchée exclusivement sur la rigueur, mais beaucoup plus ouverte vers la société et ses défis.

L'idée qu'ils proposent consiste dans une action concertée au niveau national et européen. Dans leur vision, agir sur les deux plans apporte un plus d'efficacité dans la lutte contre le chômage. Cette action conjointe suppose qu'il faut envisager deux puissances publiques, une pour chaque niveau pour réaliser les actions conçues pour chacun d'entre eux. Ainsi, au niveau national, la puissance publique sera l'état qui aura comme mission de coordonner le processus de réduction de la durée du travail, tandis qu'au niveau européen le rôle de puissance publique reviendra à l'Union même qui, par le biais d'un emprunt massif, coordonnera un investissement créateur d'emplois dans tous les États membres. Cet investissement au niveau de l'Union européenne n'affectera pas les déficits nationaux, puisqu'il sera fondé sur un emprunt que l'Union européenne réalisera en son nom. Ceci dit, cela n'affecterait ni au déficit communautaire, puisque l'UE était une entité non endettée, ni aux budgets nationaux, puisqu'on n'y faisait pas recours pour financer d'éventuels programmes sociaux de lutte contre le chômage. Fr. Mitterrand qui prend part au congrès de Bourget, plaide également pour une Europe sociale : « comment voulez-vous faire une

Europe des citoyens si vous ne faites pas l'Europe sociale ? »<sup>39</sup>

Notons que le débat européen se fait sur un axe gauche-droite, et que toutes les propositions des socialistes relatives au changement de l'UE doivent conduire à une Europe de gauche, c'est-à-dire, plus sociale, plus citoyenne. Nous saisissons clairement que le clivage gauche-droite est de référence dans le positionnement des programmes politiques tant au niveau national qu'europpéen des forces politiques françaises de l'époque. Dans ce sens le premier secrétaire du PS délimite très clairement la position de son parti par rapport aux autres forces politiques nationales, notamment celles de droite. Il affirme clairement : « oui, nous voulons l'Europe, mais pas la même Europe, pas avec la même démarche, pas sur les mêmes objectives. Nous voyons en Europe le garant le plus sûr, à terme de notre protection sociale. Nous voyons en Europe l'instrument pertinent d'une politique keynésienne pour l'emploi ». <sup>40</sup>

Nous remarquons, donc, qu'en France, le débat concernant les questions européennes se poursuit toujours sur la ligne du clivage gauche-droite. Ceux qui prônent la fin des idéologies seront au moins surpris de constater à quel point la division idéologique se fait sentie dans les ambitions, propositions et surtout réalisations au niveau européen.

À ce point de l'analyse il nous semble pertinent de se demander dans quelle mesure la vision proposée par les socialistes a trouvé d'écho au niveau communautaire.

Il faut avouer dès le début que leur proposition a été vue avec beaucoup de réserve parce qu'on avait peur qu'un investissement de la taille préconisée ne fit qu'alourdir encore le déficit communautaire et s'enfoncer d'avantage dans la crise. Apparemment M. Rocard s'attendait à une réaction pareille<sup>41</sup>.

Beaucoup de réserves ont existé aussi à l'égard du Livre Blanc qui, comme on l'a déjà remarqué, prévoyait des montants

beaucoup plus modérés pour les programmes d'investissement. Les douze états membres restent très divisés sur ce problème, ils consacrent à la lutte contre le chômage des sommes énormes, correspondant à 3% environ du PIB communautaire mais essentiellement sous la forme de dépenses passives d'assistance ou de traitement social.<sup>42</sup>

Quant au sort du Livre Blanc, à l'occasion du sommet européen de Corfou de juin 1994 les Douze font le point sur la situation de l'emploi mais sans dégager une autre politique d'ensemble. Ils s'engagent à appliquer le programme de grands travaux recommandés par le Livre Blanc pour favoriser la croissance au niveau communautaire. Mais la mise en œuvre de ce plan sera très lente, même en dépit des pressions de J. Delors<sup>43</sup>. Le conseil mentionné décide le 25 juin d'engager onze grands chantiers prioritaires dont les travaux devraient commencer avant deux ans et s'achever dans les années 2000 et 2005. Mais, faute des moyens suffisants, il

s'agissait d'un dispositif largement en retrait par rapport au projet initial de J. Delors. Quant au Conseil Européen d'Essen<sup>44</sup>, qui suit à celui de Corfou, il approuve une liste de 14 projets d'infrastructures prioritaires dans le cadre du futur réseau transeuropéen de transports que les États membres ont décidé de mettre en place. En plus du financement déjà prévu pour les travaux en cours (1,9 millions d'écus), une ligne supplémentaire de crédit de 1,2 milliards d'écus sur 5 ans sera dégagée sur le budget communautaire. Mais la réalisation sera lente, seulement 3 projets étaient en voie d'achèvement en 1998. Comme le notait *L'Année politique*<sup>45</sup>, « l'UE est prisonnière d'une contradiction entre son désir de stimuler la croissance et l'emploi par de grands travaux et sa volonté de ne pas alourdir les déficits budgétaires au moment où le Parlement de Strasbourg adoptait, le 15 décembre 1994, un budget communautaire en hausse seulement de 12% pour 1995 ».

### *Autres initiatives au niveau européen du Parti Socialiste Français dans la période 1993-1995*

Dans cette partie de notre démarche analytique nous nous proposons de présenter d'autres initiatives du PSF déployées au niveau européen, comme le programme politique que le parti a soumis lors des élections pour le Parlement européen de juin 1994 et une réunion avec les autres partis socialistes du PSE vers la fin de l'année 1993. Nous tenons à préciser que la logique de cette partie dans l'ensemble de notre démarche analytique est de suivre également les prises de positions que le parti fait en dehors du cadre national pur. Quant au programme du PSF en vue des élections parlementaires européennes, il nous a paru relevant de voir comment le parti s'est-il positionné lors d'un tel événement.

En septembre 1993, les dirigeants du PSE se sont retrouvés à Arrabida<sup>46</sup>, au Portugal, où ils ont discuté, parmi d'autres thèmes, sur l'avenir de l'Europe. Deux

grandes séries de questions ont dominé les travaux de cette réunion<sup>47</sup>. La première a concerné le problème du chômage en Europe et comment s'attaquer à ce grand défi, tandis que la deuxième s'est focalisé sur la nécessité de poursuivre la construction européenne en approfondissant d'avantage son volet politique et social.

Sur le premier point les socialistes n'ont pas caché leur inquiétude vis-à-vis de la situation économique et sociale en CEE et notamment la montée du chômage. Dans son intervention M. Rocard a souligné que « canaliser les lois du marché et relancer la croissance ne suffisaient plus pour endiguer le chômage. Face aux excès du libéralisme et pour maintenir l'équilibre social il est indispensable de restaurer l'autorité des collectivités publiques tant au niveau national qu'europpéen »<sup>48</sup>.

On voit bien que le premier secrétaire français présente à ses homologues européens la stratégie que son parti avait

arrêtée lors du Congrès de Bourget. Pour rappel, les dirigeants du PSF ont proposé à l'occasion de ce congrès une nouvelle stratégie que le parti désirait appliquer pour affronter la crise économique française et européenne de l'époque. La vision alors présentée reposait sur une coordination double entre le niveau national et celui européen. D'où la mention des deux collectivités publiques que M. Rocard fait dans la citation qu'on vient de mentionner. Au niveau national cette collectivité publique devrait se traduire par la présence de l'état qui était chargé de piloter le processus de réduction de la durée du travail, en incitant les entreprises de se lancer dans ce processus par des exonérations fiscales et en fixant un cadre légal à la négociation salariale et de la durée du temps du travail.

Quant au niveau communautaire, la collectivité publique devrait être l'Union elle-même pour établir le cadre régulateur nécessaire à la mise en place de son investissement créateur d'emplois. Ces deux collectivités publiques sont conçues dans une logique de réglementation des économies qui ne devraient plus se conduire exclusivement selon les lois du marché. Comme nous l'avons déjà souligné auparavant, pour les socialistes français le marché seul n'apparaît plus comme étant capable de résoudre le problème du chômage et de favoriser une insertion sociale à long terme.

Nous observons encore une fois que le PS entend de critiquer et de proposer le dépassement du libéralisme économique pratiqué au niveau communautaire. Il se prononce pour changer la logique de la déréglementation du marché au retour à une réglementation des puissances publiques.

En juin 1994, pour la quatrième fois depuis 1979, les citoyens européens sont appelés à élire au suffrage universel direct leurs représentants au Parlement européen. Cette période pendant laquelle se déroulent ces élections, se présente pour le PSF, comme on l'a déjà constaté, comme une grave crise économique, touchant à la fois la France et l'UE.

Face à cette crise économique et à ses conséquences inhérentes (la montée spectaculaire du chômage, qui entraîne à son tour la précarité, l'exclusion et la marginalisation sociale) les socialistes français prennent position à nouveau.

Le programme qu'ils proposent pour les élections au PE s'appelle « Changeons l'Europe », et on y explique d'une façon très pointue et détaillée leur vision pour l'avenir de l'UE. Ce qu'ils jugent nécessaire de faire dans ce contexte particulier c'est de « ne pas renoncer à l'Europe, mais changer l'Europe »<sup>49</sup>. Ils réaffirment leur engagement pour l'Union européenne mais pour une Union autre que celle née essentiellement de la vision libérale. Dans le passé récent celle-ci avait réussi à s'imposer de nouveau lors du Conseil Européen de Maastricht où les seuls compromis possibles sont restés sur la monnaie unique et les critères de convergence qu'elle requerrait et moins d'évolutions ayant débouché sur des aspects plutôt politiques et sociaux.

Les socialistes s'attachent à la conviction qu'il faut prolonger et dépasser le Traité de Maastricht. Cet objectif signifiait pour eux « de dépasser les limites que l'idéologie libérale a jusque-là apportées à la construction européenne »<sup>50</sup>.

D'ailleurs les socialistes avaient appelé à voter pour le Traité de Maastricht, mais une fois ratifié, ils se proposent de lui apporter des changements qu'ils considéraient comme opportuns pour la poursuite de la construction européenne. En ce qui les concernent, le Traité de Maastricht n'a constitué qu'un moment de l'aventure européenne mais qui devait être dépassé.

Alors, si le but est d'améliorer et même de changer la donnée existante dans l'UE, voyons en quoi consistait la vision socialiste sur l'UE : « faire passer le politique avant le marché, la volonté avant le laisser-faire, la solidarité avant l'indifférence sociale »<sup>51</sup>. Plus concrètement, les socialistes lancent deux principales propositions qui résument leur vision pour la nouvelle Europe qu'ils conçoivent de gauche.

Leurs principales propositions visent :

- 1) créer une volonté politique européenne

2) l'émergence d'une véritable puissance publique européenne axée sur l'emploi et la protection sociale

Il est évident, donc, que pour dépasser l'idéologie purement libérale il faut que la priorité soit désormais donnée à l'Europe politique et à l'Europe sociale. Et le moyen le plus efficace par le biais duquel on réalise l'Europe sociale est de répondre au défi de l'emploi.

Les dirigeants socialistes partent du constat que la Communauté Européenne s'est développée de façon essentiellement économique et libérale, le principe de base à la réalisation du marché commun et par après du marché unique étant « moins il y avait de règles, plus on supprimait les entraves au marché ». Dans ce contexte, le PS considère que l'accélération du chômage et de la crise économique européenne sont le résultat de la philosophie et de la politique ultra-libérales<sup>52</sup> menées par les forces de droite en Europe.

Donc pour stopper cette déréglementation des marchés qui n'avantage guère le citoyen, il faut un retour à une réglementation publique basée sur la création des puissances régulatrices. Ici, dans leur programme pour les élections parlementaires européennes les dirigeants socialistes entendent réaffirmer le fait qu'ils conçoivent l'UE comme une puissance régulatrice.

Ils réitérent l'idée que pour assurer un niveau d'emplois suffisant au niveau européen il faut miser sur l'apport de croissance que l'Union pourrait apporter puisque dans leur vision elle demeure un facteur de création d'emplois et de revenus. À cet égard ils expriment leur souhait que l'initiative de croissance décidée en 1993 soit renforcée au niveau du financement. M. Rocard expliquait lors d'une interview<sup>53</sup> que le montant d'écus établi par l'initiative communautaire de croissance signifierait « l'enterrement de cette initiative ». Vraisemblablement, le montant de 20 milliards d'écus sur lequel le Conseil de Bruxelles s'est arrêté leur apparaît plus qu'insuffisant pour une véritable relance de la croissance au niveau européen. Les socialistes entendent réaffirmer que l'investissement que l'UE devrait faire pour

construire les infrastructures devrait se chiffrer « au moins » à 50 milliards d'écus par an, puisqu'ils considèrent que l'Europe a ces moyens et en conséquence ils veulent qu'elle « fasse son métier »<sup>54</sup>.

A côté de l'action visant les projets de grands travaux, le programme « Changeons l'Europe » propose encore quatre initiatives<sup>55</sup>, à savoir: la réduction de la durée du travail aussi au niveau européen, une harmonisation de la fiscalité conçue d'une manière à avantager les politiques de l'emploi, la création d'un plus d'emplois d'utilité sociale comme les services de proximité et une politique industrielle et de recherche volontaire fondée sur de grands programmes technologiques financés par le budget européen ou des agences spécialisées.

En ce qui concerne la réduction de la durée du travail au plan européen, nous constatons que les socialistes se prononcent pour que cette initiative qu'ils avaient conçue prioritairement au niveau national soit prolongée aussi au plan communautaire. Ils pensent, dans ce sens, que l'UE serait la seule capable de réaliser la coordination des politiques nationales de réduction de la durée du travail.

Pourtant, chaque pays peut s'engager séparément dans cette voie, mais une action collective menée par l'UE a, selon les socialistes français, l'immense avantage de réduire la contrainte de compétitivité, puisque plus de 60% des échanges entre les états membres se font au sein du marché commun.

La négociation en soi se réalisera selon les mêmes démarches qu'au niveau national<sup>56</sup>, sauf que l'état national qui pilotait le processus se verra accompagné au niveau communautaire par l'Union européenne qui essaiera de faire une réduction de la durée du travail coordonnée au niveau de tous les États membres. Bref, seule l'Union Européenne en tant que puissance publique doit diriger une action de réduction de la durée du travail dans tous les états membres.

Quant à l'harmonisation de la fiscalité, elle devrait être pensée au service de l'emploi. Concrètement cela signifierait adopter des règles fiscales imposant une



taxation des revenus du capital en mettant en place un prélèvement sur les mouvements des capitaux.<sup>57</sup>

Pour conclure, nous remarquons que les propos des socialistes relatifs à l'Union européenne sont ciblés autour d'une même idée, c'est-à-dire, voir l'Union européenne comme un acteur régulateur des activités européennes visant la lutte contre le chômage. À notre avis, leur vision favorise deux notions qui peuvent même s'avérer comme l'essence de leur pensée. Il s'agit de l'interventionnisme des puissances publiques et de la coordination régulée des actions des puissances publiques dans une logique

duale. Nous avons essayé dans cette partie de l'analyse de mettre en lumière le programme politique du PSF dans la période des années 1993-1995, en tentant d'explicitier qui a été l'objectif principal de cette politique, quels acteurs il fallait utiliser pour la mise en place et quel était le rôle et le poids de ces acteurs. Spécifions encore que cette stratégie que le Parti Socialiste Français présente se veut une critique à la politique du gouvernement de droite de cette période et en compensation une nouvelle vision de gouvernement qu'ils entendent proposer.

### LA PÉRIODE 1995-1997

Méthodologiquement, dans cette partie nous suivons le même cadre d'analyse comme pour la précédente. Selon cette logique nous allons présenter la situation au sein du parti, le nouveau gouvernement de

droite d'Alain Juppé, formé à la suite des élections présidentielles, suivant le programme politique du Parti Socialiste Français et les initiatives qu'il a menées dans cette période au niveau européen.

#### *La situation au sein du parti socialiste*

En 1995, le parti socialiste devrait se préparer en vue des élections présidentielles. Suite à l'échec électoral subi lors des élections pour le PE, Michel Rocard a été forcé de démissionner de sa fonction de premier secrétaire du PS et il a dû à la même occasion abandonner sa candidature à l'élection présidentielle<sup>58</sup>. Henri Emmanuelli, ancien président de l'Assemblée Nationale sera élu premier secrétaire du parti lors du Congrès de Liévin en novembre 1994. Le parti se trouvait dans une situation assez délicate, puisque très peu de temps avant les élections présidentielles il n'avait pas de candidat. Notons aussi que l'hypothèse d'une éventuelle candidature de Jacques Delors a été finalement démentie<sup>59</sup>. En plus, à l'intérieur du parti, il y avait de nouveau des courants divergents qui affectaient profondément son unité.

Dans ces conditions, le 4 janvier 1995, Lionel Jospin présente devant le bureau national du parti sa candidature aux élections présidentielles. L'ouverture officielle des dépôts de candidatures annonce aussi la volonté de Henri Emmanuelli de représenter le parti aux élections. Finalement les adhérents

du parti ont été appelés à décider le prochain candidat en votant. Jospin obtiendra 66% contre 34% Emmanuelli, devenant ainsi le candidat officiel du parti socialiste pour les présidentielles.<sup>60</sup>

Après le premier tour des élections Jospin arrive en tête avec 23,3% des suffrages exprimés, devançant Jacques Chirac avec 2,5% de points<sup>61</sup>. Ce résultat faisait apparaître une remontée de la gauche par rapport aux élections législatives de 1993, même si à la suite de la deuxième tour c'était J. Chirac qui l'emportait avec 52,6% des suffrages exprimés contre 47,3% de Jospin.

Ed. Balladur présente le 10 mai 1995 sa démission et le président de la République nomme Alain Juppé comme Premier ministre. Lionel Jospin voulait profiter de son succès pour réorganiser le parti. À l'occasion de la convention nationale du parti du 14 octobre 1995 les adhérents se prononcent en proportion de 98% pour qu'il devienne le premier secrétaire. Il retrouve ce poste, qu'il avait d'ailleurs occupé de mai 1981 à février 1988. Il réorganise le secrétariat national du parti en essayant de garder l'équilibre entre les différents courants pour renforcer la cohésion



du parti. Il estime que le PS « est arrivé à la fin d'un cycle » qui coïncide avec le moment où Fr. Mitterrand met fin à sa carrière politique.<sup>62</sup> Il exprimait le souhait que le PS établît un dialogue avec les autres forces de gauche pour représenter ensemble une opposition

réelle sur la scène politique du pays. Selon Becker<sup>63</sup>, Jospin, « bon orateur et fin stratège », « se préoccupait davantage de rassembler les forces de gauche autour de lui en marquant avec discrétion ses distances avec le mitterrandisme ».

### *Le gouvernement d'Alain Juppé*

Économiquement, la croissance qu'on a vue augmenter en fin d'année 1994, sur laquelle les pouvoirs publics ont largement misé pour réduire le chômage, s'est affaiblie très rapidement. L'arrivée d'Alain Juppé à la tête du gouvernement correspond donc à une dégradation du climat économique en France<sup>64</sup>. Au niveau européen, la situation n'était pas beaucoup meilleure<sup>65</sup>, parce que les économies étaient affectées par les politiques budgétaires restrictives visant à réduire les déficits et l'endettement public conformément aux critères de convergence de Maastricht.

Face à cette recrudescence du chômage, Jacques Chirac annonce son intention de mener une politique active pour le combattre : « notre bataille principale a un nom : la lutte contre le chômage »<sup>66</sup>. À son tour, A. Juppé, lors de son discours devant l'Assemblée Nationale, le 23 mai, mettait également l'accent sur l'emploi et la « mobilisation générale contre le chômage »<sup>67</sup>. Théoriquement devant le Premier ministre il n'existait qu'une seule alternative possible, soit continuer la politique suivie par Ed. Balladur, fondée sur la lutte exclusive contre les déficits par le biais de la rigueur financière, soit choisir une politique moins rigoureuse et plus attachée à la mise en œuvre d'une offensive sociale massive pour combattre l'emploi.<sup>68</sup> Juppé essaiera de ne pas choisir entre les deux possibilités, mais de les utiliser en même temps. Ainsi, il mène à la fois une politique de rigueur respectueuse des grands équilibres, indispensables à ses yeux pour que la France respecte les critères de convergence de Maastricht et une politique des mesures sociales coûteuses<sup>69</sup>, qui prévoyait 14 milliards francs pour le volet emploi et 5 milliards pour le volet logement. Son idée était qu'il fallait conduire une politique fiscale rigoureuse pour financer son

programme social, afin de ne pas mettre à mal les grands équilibres. Ainsi, pour affecter de nouvelles ressources à la lutte contre le chômage, et pour réduire les déficits en même temps, A. Juppé opta pour l'accroissement des impôts, le taux de TVA passant dans cette période de 18,6% à 20,6% ce qui affectera inévitablement la consommation et la reprise économique.

Pourtant, la stratégie mise en place par le Premier ministre n'a pas porté les résultats espérés. Comme le constatait Becker : « La politique du gouvernement Juppé aurait besoin au moins du maintien de la croissance et de la baisse du chômage »<sup>70</sup>, or comme on l'a déjà vu l'expansion qui avait augmenté fin 1994, ralentit au cours de 1995. Quant au chômage, il était en pleine courbe ascendante. Même la réduction des dépenses publiques, tellement visée, n'a pas été significative. C'était un véritable échec du programme du gouvernement.

Devant cette situation, le président de la République considère opportun d'intervenir. Après avoir reconnu qu'il avait « sous-estimé » pendant sa campagne<sup>71</sup> l'ampleur des déficits, il annonce le 26 novembre 1995 que la réduction des déficits publics pour pouvoir entrer dans la monnaie européenne à la date prévue sera sa priorité pour les années à venir<sup>72</sup>. En d'autres termes, il s'agissait d'un grand tournant dans sa politique, puisqu'il voulait remplacer une politique à visée sociale, sur laquelle il avait beaucoup insisté pendant sa campagne électorale, par une politique de rigueur, considérant que la réduction des déficits devait permettre la baisse des taux d'intérêt et donc la reprise de la croissance qui à son tour favoriserait la reprise de la baisse du chômage.

Sans le dire, Chirac revenait à la politique rigoureuse prônée par Balladur. Le Monde parle « d'un changement de politique

et de négation des propos et de la promesse de la campagne électorale qui donnait priorité à l'emploi et à la réduction de la fracture sociale ». <sup>73</sup>

Lionel Jospin durcit sa critique au gouvernement disant que « ces choix politiques tournent le dos aux promesses qui ont été faites aux français et aux problèmes les plus graves qui existent dans le pays ». <sup>74</sup>

Malgré le tournant opéré dans la stratégie de politique économique du gouvernement, la situation du pays n'enregistrera pas une amélioration. Ainsi, *L'Année politique* concluait sa partie économique et sociale disant : « en définitive, c'est bien l'échec de la croissance qui est la cause des désillusions de l'année 1995 et du désenchantement des Français, d'autant plus que les perspectives à court terme restent très pessimistes, tandis que le chômage reprend sa progression ». <sup>75</sup> Ce malaise social s'est traduit par une suite des grèves dans tout le pays à la fin de l'année. D'autant plus que la conjoncture économique pendant 1996 ne s'est pas améliorée. Selon les analystes, pour faire remonter la perte, il aurait fallu obtenir des résultats exceptionnels sur le plan économique et social or il n'a pas été le cas. La croissance ralentissait à nouveau, en 1996 elle ne fut que de 1,3% contre 2,2% en 1995 et 2,8% en 1994 <sup>76</sup>. La conséquence afférente était que le nombre des chômeurs déjà en augmentation en 1995, continua à s'accroître représentant 12,7% (3 092 500 millions) de la population active en 1996.

### ***Le programme politique proposé par le Parti Socialiste Français***

Devant la difficile situation économique du pays et en contradiction totale avec la politique du gouvernement, les socialistes entendent présenter leur propre stratégie pour dépasser la crise de la croissance et du chômage au niveau national et européen. Lionel Jospin considérait en début 1996 que le rôle du PS n'était pas d'amender la politique du gouvernement mais de proposer une autre politique d'alternance. Dans une conférence de presse de début 1996 il affirmait dans ce sens : « j'ai dit récemment que nous devons une revanche aux Français sur les problèmes

Malgré leur impopularité, J. Chirac et A. Juppé continuant quand même à poursuivre cette politique de rigueur. Mais, au sein de la droite des hiatus faisaient leur apparition, le courant des anti-maastrichtiens, comme Ph. Seguin qui réclamait une autre politique penchée vers l'emploi en priorité.

Nous observons que, même si les élections ont fait instaurer un nouveau gouvernement, finalement sa stratégie en matière de politique économique reste la même que celle de l'exécutif précédent, et en plus, au niveau des résultats enregistrés dans les domaines de la croissance et de l'emploi, on ne constate pas une amélioration de nature à résoudre ces grands défis pour le pays.

À ce point de notre démarche nous avons estimé comme étant utile de voir si au niveau du PSF, qui lui aussi avait opéré entre temps un changement au niveau de ses dirigeants, par la nomination du Lionel Jospin comme premier secrétaire, est intervenue une réorientation relative à son programme politique. À cette fin, nous allons procéder avec l'analyse de la vision politique du parti. Une dernière précision qui nous paraît nécessaire est que cette stratégie politique du parti doit être vue aussi comme une proposition que les socialistes font à la veille de la conférence intergouvernementale pour le Conseil européen d'Amsterdam et comme une offre politique que le parti commençait déjà à préparer en vue des élections législatives fixées pour 1998.

de l'emploi et des inégalités et c'est ce qui sera pour moi l'essentiel » <sup>77</sup>.

Les socialistes partageaient la conviction qu'il n'était pas impératif de lutter énergiquement contre les déficits publics et de réduire l'endettement public si par ces politiques on sacrifiait la protection sociale. Lionel Jospin déplore une « politique de droite banale et l'accentuation de la fracture sociale » <sup>78</sup>. Il déclare que le PS et lui sont prêts à gouverner en 1998 sur un programme capable d'amener les réponses pour résoudre la crise au niveau national et européen. Les socialistes réaffirment leur

engagement européen : « notre projet pour la France passe par l'Europe »<sup>79</sup>. Toutefois ils se prononcent pour un nouveau modèle social français et européen.

Essayons de voir par la suite en quoi consistait ce nouveau modèle pour eux.

Spécifions tout d'abord que cette vision qu'ils proposent a été élaborée lors de la Convention Nationale du parti, « Mondialisation, Europe, France », occasion à laquelle le parti a entendu redéfinir, ou quelque fois simplement représenter ses positions européennes à la veille des échéances décisives de cette période dans la construction européenne comme : la conférence intergouvernementale d'Amsterdam ainsi que la décision de passer ou non à la monnaie unique, décision qui, on verra par la suite, serait très liée aux propositions socialistes visant la politique de l'emploi au niveau national et européen.

Leur message est simple, ils réaffirment leurs convictions européennes mais ils refusent d'accepter la donnée politique et économique imposée par les gouvernements de droite au niveau européen. C'est pour cela qu'ils disent nettement : « Oui à l'Europe et Non à l'Europe libérale ». Il sera peut-être intéressant de voir pourquoi ils sont farouchement opposés à cette Europe libérale et dans quelle mesure la critique menée au niveau national se retrouve également au niveau communautaire dans le discours des socialistes.

Pourquoi faut-il dire non à l'Europe libérale ? Parce que, selon eux, il faut changer les priorités politiques au niveau communautaire, à savoir, faire un rééquilibrage dans la gouvernance européenne qui ne soit plus penchée exclusivement vers la rigueur de gestion mais plus porteuse d'une politique économique et sociale tournée vers la croissance et l'emploi pour mieux répondre aux exigences sociales. Le premier secrétaire du parti déclarait dans *Libération* du 16 mai 1997 : « pour moi la rigueur de gestion est une condition nécessaire, mais pas suffisante. Pour moi, une politique économique, c'est bien autre chose qu'une simple gestion financière. Pour moi, l'emploi est essentiel. Notre projet est de donner du travail aux Français. Notre ambition, c'est de

retrouver le chemin du plein emploi »<sup>80</sup>. Il rejette les principes libéraux purs, insistant sur des clichés comme la loi du marché et voyant dans le marché l'alpha et l'oméga de la vie en société. Pour les socialistes seul le marché ne peut pas régler toutes les questions qui se posent dans les économies et les sociétés contemporaines. La preuve pour eux a été la politique des gouvernements Balladur et Juppé qui a montré que le marché ne crée l'emploi que lentement et qu'une politique de rigueur financière n'apporte pas une croissance durable. Le niveau de l'emploi au niveau européen inquiète aussi les socialistes qui ne peuvent pas s'empêcher d'exprimer leur anxiété face au libéralisme triomphant qui ne faisait qu'augmenter le taux de chômage et des inégalités sociales.

Dans ce sens, Lionel Jospin faisait savoir à J. Santer « qu'il est le temps de rééquilibrer les objectifs et les priorités de l'UE, ses travaux ne se résument pas à la monnaie unique »<sup>81</sup> comme semblait le penser les forces de droite. Pour cela les socialistes proposent une Europe « de l'après-Maastricht », une Europe changée.

Ils reprennent la même idée qu'on a retrouvée dans leur programme pour les élections au Parlement européen en 1994, c'est-à-dire, de dépasser le traité de Maastricht. Les socialistes réclament que « Maastricht, c'est fini »<sup>82</sup>. Maastricht n'a constitué qu'un moment dans la construction européenne qui doit se poursuivre en s'approfondissant. Pour cela il faut savoir identifier les faiblesses du traité et les compléter. Force est de constater que depuis l'approbation du traité son volet économique se déroule comme prévu, en matière d'Europe sociale et politique les progrès ont été très faibles. Ils expriment leur souhait pour imposer un nouveau traité européen qui inverse les priorités dans les critères de convergence : « les critères de convergence définis pour parvenir à la monnaie unique impliquent une politique de régression sociale qui bouleverse le paysage du continent. Nous n'en voulons pas. La remise en cause des critères de convergence est le préalable d'un redéploiement de la construction européenne fondée sur l'adhésion des

peuples »<sup>83</sup>. Alors, il est impératif pour eux de montrer que l'Europe peut être autrement que libérale, à savoir plus sociale et plus citoyenne, autrement on risque de mettre en péril tout l'édifice communautaire.

Pour toutes ces raisons ils proposent à la veille de la conférence intergouvernementale d'Amsterdam et des élections législatives nationales une nouvelle stratégie pour l'emploi. Pour les socialistes, offrir une autre stratégie de l'emploi est redonner du sens à l'UE. Ils disent que comme il y a 50 ans ce sens s'imposait d'évidence, s'agissant de rendre la guerre impossible et impensable, aujourd'hui le chômage et la précarité sont les craintes majeures qui doivent se situer à la base du nouveau traité européen. Même si cette vision peut paraître exagérée, elle démontre, à notre avis, l'importance maximale avec laquelle les socialistes entendent combattre ce problème.

Avant de présenter leur stratégie de reprise économique, penchons-nous pour un moment pour voir quoi considéraient-ils comme étant la cause de la délicate situation économique européenne<sup>84</sup>.

Pour eux, l'évolution du chômage résulte principalement de l'incapacité de mettre en œuvre des politiques concertées de croissance en Europe. Après chaque grande récession, on a eu en Europe une augmentation massive du chômage qui n'a pas pu être résorbée dans les phases de reprise ultérieures. Par contre, les États-Unis, considèrent les socialistes, sont revenus à un taux de chômage faible, suite aux récessions parce qu'ils ont pu maintenir une croissance très supérieure à leur croissance potentielle. Comment cela s'explique-t-il ? L'explication est que la croissance en question a été le résultat d'une relance budgétaire massive dans les années 1980 et d'une relance monétaire considérable en 1992-1993, mais chaque fois la relance a été due à une coordination entre les 52 états au niveau de leur politiques budgétaires et monétaires.

Donc, selon l'avis des socialistes, ce qui manquait aux états européens était

justement cette coordination. Leur problème fondamental était la contradiction entre les politiques de rigueur menées par certains et les politiques de relance menées par les autres. C'est pour cela qu'il faut réorganiser l'économie européenne pour éviter que cette contradiction amène de nouveau à des périodes de stagnation.

La meilleure preuve de cette non-concordance est que le Livre blanc de la Commission sur l'initiative concertée de croissance au niveau européen n'était pas encore mise en route, principalement à cause des principes différents existant à la base des politiques économiques des pays membres.

Comment retrouver la croissance durable pour assurer le niveau d'emploi au niveau national et européen ?

Nous allons procéder, par la suite, à une mise en exergue de la vision que le PSF conçoit à cet égard.

Le Parti Socialiste Français considère que pour cela il faut agir à la fois au niveau national qu'europpéen selon un principe de répartition des compétences bien déterminé. La politique de l'emploi devrait relever pour l'essentiel de mesures nationales et d'actions communautaires qui ne se limiteront pas à la question des travailleurs migrants.

Que faire alors au niveau européen pour retrouver la croissance ?

Les socialistes réaffirment leur conviction qu'il faut envisager la réalisation des grands programmes européens d'infrastructures et des réseaux indispensables. À cet égard, ils expriment leur déception face à l'avancement de la mise en œuvre de ces programmes : « entre l'ambition initiale et la faiblesse des réalisations actuelles il y a un vaste espace d'action »<sup>85</sup>.

Que faire au niveau national pour avoir une politique de création de l'emploi ? Les socialistes conçoivent trois moyens principaux : la réduction de la durée de travail, la création de grands programmes pour l'emploi et l'éducation et la formation professionnelle.

Pour une mise en œuvre appropriée de la réduction du temps du travail, la stratégie du parti reprend les mêmes

propositions que celles présentées au Congrès de Bourget relatives à ce point.

Quant à la deuxième proposition, elle affirme la nécessité de concevoir de grands programmes pour l'emploi, dans les domaines de la reconstruction des banlieues et du logement social et du développement des services de proximité. L. Jospin annonçait dans son programme électoral<sup>86</sup> le souhait de créer 700 000 emplois pour les jeunes, dont 350 000 dans les services de proximité<sup>87</sup>. Ces types de services seront, à son avis, une possibilité d'insertion professionnelle pour les jeunes.

Dernièrement, les socialistes entendent développer l'éducation et la formation professionnelle pour une meilleure insertion des chômeurs non-qualifiés et des jeunes. Ils préconisent à augmenter la demande de travail des non-qualifiés et à diminuer progressivement son offre. Ils veulent aussi inciter les entreprises par des exonérations de charges sociales qui leur seront accordées s'ils embauchent des jeunes.

En plus, suivant les propositions de L. Fabius<sup>88</sup>, le président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, il faut se fixer un objectif élevé de croissance, pour pouvoir répondre aux besoins d'emploi des personnes qui arrivent sur le marché du travail et résorber de la sorte le chômage accumulé. Cela signifiait, pour L. Fabius, qu'il fallait viser une croissance d'au moins 3,5% par an.

Ce contrat qu'ils proposent se veut une réponse contre la dérégulation libérale. Les socialistes proposent une nouvelle régulation initiée par une collaboration entre les pouvoirs publics nationaux et locaux et européens, pour qu'en articulant des décisions à tous ces niveaux réussir à mener une politique cohérente dans la lutte contre le chômage.

### *Autres initiatives au niveau européen du PSF*

À la veille du sommet de Cannes de juin 1995, les leaders du Parti des Socialistes européens se réunissent. La réunion a eu lieu à l'invitation d'Henri Emmanuelli, le premier secrétaire du PSF, puisque la présidence de l'Union revenait à ce moment à la France.

Quant à la monnaie unique, elle ne leur apparaît pas comme une fin en soi, mais un outil au service d'un véritable projet européen de création d'emplois: « la monnaie unique doit être positive pour nous, à condition d'être accompagnée par une politique économique et sociale tournée davantage vers la lutte pour l'emploi et vers la recherche d'une croissance forte »<sup>89</sup>. C'est dans cette optique que les socialistes accordent leur attachement à la monnaie unique. D'ailleurs, comme on le verra dans le chapitre prochain, les socialistes toujours soucieux des aspects sociaux poseront des conditions bien délimitées à cet égard pour qu'ils acceptent le passage à la monnaie unique.

Nous observons, suite à cette analyse que, même si à la tête du parti un nouveau premier secrétaire arrive, et qu'au niveau du gouvernement une nouvelle équipe s'installe, le programme politique du parti reprend les mêmes principales lignes que celles envisagées jusqu'en 1995. À cet égard, nous devons faire deux remarques : la première est que le PSF a réussi à garder une ligne cohérente et homogène dans son programme politique et la deuxième est la détermination avec laquelle les socialistes entendent affirmer la priorité à accorder à l'emploi dans les objectifs de politique économique au niveau européen.

D'ailleurs, c'est au cours de cette Convention<sup>90</sup> qu'ils expriment leur désir que la politique de l'emploi devienne une politique européenne à part entière en regroupant dans un seul et même chapitre les dispositions éparpillées qui se trouveraient déjà dans le traité sur l'Union européenne. Il nous restera à constater dans le chapitre à venir si cette proposition qu'ils font trouvera de l'écho au niveau communautaire.

La préparation de la conférence intergouvernementale, la réforme des institutions et la question de l'emploi ont été les principaux thèmes du débat pour les socialistes européens.

Ce qu'il nous a semblé important à relever pour cette réunion c'est qu'elle a mis



en exergue une différence de visions assez sensible parmi les partis socialistes européens. Ainsi, pour le problème de l'emploi, H. Emmanuelli rappelle le fait que pour son parti cette question demeure prioritaire. Il réitère l'idée relative à la double concertation des niveaux (national et européen) en vue de mener à l'accomplissement le programme politique que son parti avait développé disant que « la croissance reste un facteur nécessaire mais non suffisant de création de l'emploi. Celle-ci doit s'accompagner d'une réduction du temps de travail sans baisse de salaire, car sinon, la diminution du pouvoir d'achat tuera les effets de la croissance »<sup>91</sup>.

Par contre, le leader travailliste, Tony Blair, partageait, par rapport au même sujet, une opinion contraire. Pour lui, la réduction du temps de travail n'est pas perçue comme une priorité, c'est grâce à des efforts de formation importants et à une amélioration des mécanismes du travail qu'il estime que le chômage pourrait être efficacement combattu.

Le premier secrétaire français mentionne à la même occasion, l'importance de mettre en œuvre les dispositions concernant la croissance du Livre blanc de la Commission.

On constate que le Livre Blanc suscitait encore des divergences entre les partenaires européens. Comme l'observait Bino Olivi<sup>92</sup>, il « figurait toujours sur la table de réunion, sans avoir donné lieu à des décisions importantes [...] ; la proposition d'action la plus saillante qui avait trait aux grands travaux transeuropéens d'infrastructures fut définitivement rejetée du fait que la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne refusèrent de contribuer aux ressources nécessaires ».

Pourtant, le Conseil européen de Turin, de mars 1996, qui a lancé la CIG destinée à

préparer le Conseil européen d'Amsterdam, évoque le problème de l'emploi mentionnant que devant les risques de la mondialisation des économies, pour l'Union et ses états membres, « la lutte contre le chômage constitue une tâche prioritaire »<sup>93</sup>. On y exprime également le souhait de mieux coordonner les efforts des gouvernements et des partenaires sociaux dans la lutte contre le chômage.

Nous constatons, donc, que le Parti Socialiste Français présente avec détermination ses visions politiques devant des homologues européens, et il ne se laisse pas intimidé lorsque des différences des stratégies politiques font surface.

Nous avons essayé de présenter le long de ce chapitre la situation politique du Parti Socialiste Français et ses conceptions relatives à la poursuite de la politique tant au niveau national qu'europpéen. Gardons à l'esprit leurs grandes priorités en matière d'emploi comme : le programme de la réduction du travail sur le plan interne et européen, des réformes structurelles visant la lutte contre le chômage de longue durée et des jeunes, révision de la politique fiscale et des prélèvements obligatoires et l'encouragement des politiques de recherche et d'éducation dans le service de l'emploi, aussi que l'idée d'une intervention massive de l'UE par le biais d'un programme d'investissements au niveau des états membres pour relancer l'offre d'emploi. Dans la deuxième partie de notre démarche analytique nous essayerons de voir si une fois arrivés au pouvoir les socialistes français ont réussi à garder leurs propositions ou l'exercice du pouvoir avec ses rigueurs inhérentes leur a imposé des changements stratégiques.

<sup>1</sup> *L'Année politique, économique et sociale en France*, 1993, p. 39, éditions Événements et tendances, Paris 1994.

<sup>2</sup> *L'Année politique*, 1990, p. 27.

<sup>3</sup> Voir à ce sujet Jean-Jacques Becker avec la collaboration de Pascal Ory, *Crises et alternances 1974-2000, Nouvelle Histoire de la France Contemporaine*, Paris. Ed. du Seuil, 2002, pp. 490-492.

<sup>4</sup> Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, p. 490.



<sup>5</sup> Voir Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, pp. 491-492.

<sup>6</sup> Voir *L'Année politique*, 1992, p. 28.

<sup>7</sup> Voir Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, p. 573 et *L'Année politique*, 1993, p. 41.

<sup>8</sup> Ce congrès s'est passé en décembre 1920 et a marqué la scission entre partis de la IIe et IIIe Internationales et donna naissance au parti communiste d'une part et à la SFIO de l'autre part.

<sup>9</sup> Jean-Pierre Bedei, « Remobiliser la gauche » dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 181 du 15 mars 1993, p. 8. Selon l'auteur, il faut remonter aux élections législatives de mai 1968 pour voir le PS enregistrer un résultat inférieur, c'est-à-dire, 16,5%.

<sup>10</sup> *L'Année politique*, 1993, p. 15.

<sup>11</sup> Le mauvais résultat enregistré lors des élections demandait inévitablement une mise en cause des instances du PS. Laurent Fabius était le premier à être tenu pour responsable, mais il ne pensait pas pour autant devoir abandonner son poste. Il refuse de démissionner arguant que la responsabilité de la défaite ne lui appartenait guère. Il estime que les divisions existantes au sein du PS, et manifestées à Rennes, ont transformé l'inéluctable défaite électorale en désastre. Mais « une sorte de coup d'état » (Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, p. 652) a eu lieu au niveau du comité directeur du PS).

Après que Laurent Fabius eut refusé de démissionner, les proches de Jospin et Rocard demandent alors la soumission au vote d'une motion de démission collective. Fabius répond, aux gens lui suggérant de démissionner plutôt qu'être battu, qu'il préfère « un meurtre signé à un suicide maquillé » (*L'Année politique*, 1993, p. 58). La motion passe avec succès, elle remporte 62 voix contre 49 à celle de M. Fabius. À la tête du parti une direction provisoire présidée par M. Rocard s'installe, en attendant le prochain congrès prévu pour l'automne.

<sup>12</sup> Voir *L'Année politique*, 1993, p. 59.

<sup>13</sup> Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, p. 664.

<sup>14</sup> *L'Année politique*, 1994, p. 564.

<sup>15</sup> Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, p. 576.

<sup>16</sup> Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, pp. 656-657.

<sup>17</sup> Introduction *L'Année politique*, 1994.

<sup>18</sup> Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, p. 668.

<sup>19</sup> *L'Année politique*, 1994, p. 248.

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 569.

<sup>21</sup> *Le Monde*, 17 décembre 1994.

<sup>22</sup> Pierre Martin, « Une sévère défaite pour la gauche », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 181 du 25 mars 1993, p. 4. Le politologue Pierre Martin, analysant les résultats électoraux obtenus par les socialistes, observait que par rapport aux élections législatives de 1988, le parti avait souffert un véritable effondrement de 16 points.

<sup>23</sup> Résolution finale du Congrès de Bourget « S'Opposer, Imaginer, Rassembler » dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 212, 17 décembre 1993, p. 8.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>25</sup> Le PIB de la Communauté qui était de 3% en 1990 recula de 0,5%. Le chômage qui était de 8,4% de la population active en 1990 augmenta jusqu'à 11,3% en 1994.

<sup>26</sup> Résolution finale du Congrès de Bourget « S'Opposer, Imaginer, Rassembler » dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 212, 17 décembre 1993, p. 9.

<sup>27</sup> Résolution finale du Congrès de Bourget « S'Opposer, Imaginer, Rassembler » dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 212, 17 décembre 1993, p. 10.

« Convention nationale sur l'emploi », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, 28 janvier 1994, pp. 6-8.

<sup>28</sup> Notons que le gouvernement Balladur avait également prévu la réduction du temps de travail, mais elle devrait entraîner une réduction des salaires et une baisse massive du pouvoir d'achat. Pour la droite, la négociation devrait avoir comme cadre l'entreprise seule, l'état n'intervenant guère. La logique des socialistes repose sur trois principes : *la diversité* – dans le sens que, pour la réduction envisagée, il faut développer des congés, des congés de formation, congés parentaux, congés sabbatiques, retraite progressive. Deuxième principe, *l'état doit piloter ce processus*. Le troisième principe et le dernier est la *négociation* pour aborder toutes les questions liées à la durée d'utilisation des équipements, organisation du travail, compensations.

<sup>29</sup> « Convention nationale sur l'emploi », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, 28 janvier 1994, pp. 6-8.

<sup>30</sup> Résolution finale du Congrès de Bourget « S'Opposer, Imaginer, Rassembler » dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 212, 17 décembre 1993, p. 8 ; cette logique consistait à dire que c'était à l'état de :

– donner l'impulsion en fixant les objectifs du processus de réduction de la durée du temps du travail

- déterminer le calendrier et les étapes du processus ainsi que les modalités de la négociation
- mettre en place par la loi des incitations y compris fiscales pour les entreprises qui acceptent cette procédure
- <sup>31</sup> Résolution finale du Congrès de Bourget « S'Opposer, Imaginer, Rassembler » dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 212, 17 décembre 1993, p. 8.
- <sup>32</sup> Cette idée est développée dans la « Convention nationale sur l'emploi », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, 28 janvier 1994, p. 6 et consiste à dire qu'il faut rechercher la baisse des taux d'intérêt à court terme jusqu'à atteindre des taux réels nuls. L'endettement est devenu trop cher pour que les entreprises puissent emprunter pour investir et embaucher. Pour la France, le seul fait de ramener les taux réels au niveau de ceux de ses autres partenaires européens pourrait permettre une baisse supplémentaire de 1,5 - 2%.
- <sup>33</sup> Cette idée est présentée dans la Résolution finale du Congrès de Bourget.
- <sup>34</sup> À ce sujet: Bino Olivi: *L'Europe difficile*, Ed. Gallimard, Paris, 2001, pp. 587-600, Pierre Gerbet, *La construction de l'Europe*, Ed. Imprimerie nationale, Paris, 1999, pp. 506-507, Gisline Toutain « L'Europe saura-t-elle se battre contre le chômage ? », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 211 du 10 décembre 1993, p. 9.
- <sup>35</sup> Le conseil européen d'Edimbourg de 11-12 décembre 1992 a lancé la première initiative européenne pour refaire la croissance de l'économie européenne qui reposait sur un investissement de 8 milliards d'écus pour des projets d'infrastructures à l'échelle européenne.
- <sup>36</sup> « Convention nationale sur l'emploi », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, 28 janvier 1994, p. 18.
- <sup>37</sup> Congrès de Bourget: « Une nouvelle donnée européenne », Discours de clôture de M. Rocard, dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, Supplément au no. 206 du 28 octobre 1993, p. 4.
- <sup>38</sup> « Convention nationale sur l'emploi », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, 28 janvier 1994, p. 18.
- <sup>39</sup> *Le Monde*, 22 octobre 1993, p. 6.
- <sup>40</sup> Jean-Pierre Bedei: « L'Europe – un combat droite-gauche », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes* du 29 avril 1994, no. 226, pp. 12-14.
- <sup>41</sup> Dans le discours de clôture du congrès de Bourget il disait à propos de leur initiative de l'emprunt : « Voilà une idée, une idée qui est réaliste et qui en même temps ne manque pas de souffle. Alors, je le sais bien, il y a un obstacle: il n'est pas sûr que les gouvernements de droite qui dirigent la Communauté s'y rallient facilement. Et alors ! Ils ne sont pas éternels ! Pas plus que le gouvernement Balladur ! »
- <sup>42</sup> *L'Année politique*, 1994, p. 248.
- <sup>43</sup> Le 16 mai 1995, le président de la Commission lance un rappel à l'ordre et invite les Douze à hâter l'exécution de leur programme de modernisation des infrastructures.
- <sup>44</sup> Pierre Gerbet, *œuvre citée*, p. 507.
- <sup>45</sup> *L'Année politique*, p. 249.
- <sup>46</sup> Ce séminaire a été le premier de ce genre organisé par le PSE, depuis sa fondation à La Haye en novembre 1992.
- <sup>47</sup> Voir *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 198, 10 septembre 1993.
- <sup>48</sup> *Ibid.*, p. 12.
- <sup>49</sup> « Convention Nationale sur l'Europe », dans *Vendredi spécial « Européennes »*, 11 mars 1994, p. 5.
- <sup>50</sup> Résolution finale du Congrès de Bourget « S'Opposer, Imaginer, Rassembler » dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 212, 17 décembre 1993, p. 27.
- <sup>51</sup> « Convention Nationale sur l'Europe », dans *Vendredi spécial « Européennes »*, 11 mars 1994, p. 6.
- <sup>52</sup> Les socialistes comprennent par philosophie libérale une action économique limitée à une politique de concurrence, une politique industrielle et de recherche dérisoires par rapport aux autres pays avancés. Pour eux, développer une industrie compétente suppose renoncer au dogmatisme libéral actuel et adopter une politique d'aide publique accrue à la recherche et aux grands programmes d'intérêt général, comme informatique, électronique, biotechnologies, énergies nouvelles. En plus la politique sociale a été en permanence bloquée par le veto systématique de quelques gouvernements conservateurs.
- <sup>53</sup> Dans le numéro 231 du *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes* du 3 juin 1994, il se réfère surtout au principe de l'initiative de croissance, lancé par le Conseil européen d'Edimbourg de 1992, qui prévoyait 8 milliards d'écus.
- <sup>54</sup> Chrysrie Lipani, « Le vide de la droite », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 231, 3 juin 1994, p. 12.
- <sup>55</sup> Voir : *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 232, 10 juin 1994, p. 9 ;  
« Convention Nationale sur l'Europe », dans *Vendredi spécial « Européennes »*, 11 mars 1994, p. 6 ;  
Jean-Pierre Bedei: « Les élections européennes, Michel Rocard sur la Brèche », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 228, 13 mai 1994, p. 11.

<sup>56</sup> Il faudra également utiliser des textes législatifs et des négociations branche par branche, explorant dans la perspective de la semaine à quatre jours diverses formes de réduction de la durée du travail (aménagement du temps de travail, réduction de la durée légale de travail, retraite progressive, congés sabbatiques de formation).

<sup>57</sup> L'idée qui est reprise aussi par Jean-Pierre Bedei : « Les élections européennes, Michel Rocard sur la Brèche », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 228, 13 mai 1994, pp. 10-11, mettait en exergue le fait que la fiscalité devrait peser sur le capital et pas seulement sur le travail. Les socialistes expliquent qu'afin de préserver les ressources publiques nécessaires à l'aide à la création d'emplois, il faudrait définir des niveaux minimaux pour les impôts reposant sur les activités de localisables, sinon il y aura une concurrence à la baisse entre les états membres de l'union. Donc, eux, ils défendent l'idée d'un impôt minimal sur les revenus des sociétés et surtout sur les revenus des capitaux mobiliers.

<sup>58</sup> Patrick Jarreau : « PS licencie M. Rocard », *Le Monde*, 21 juin 1994.

<sup>59</sup> Selon Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, p. 693, Jacques Delors avait semblé effectivement préparer l'annonce de sa candidature, en publiant au début du mois de novembre 1994 un ouvrage, *L'unité d'un homme*, qui ressemblait à un programme politique électoral.

<sup>60</sup> Daniel Corton: « Jospin candidat du PS », *Le Monde*, 5-6 février 1995.

<sup>61</sup> *L'Année politique*, 1995, p. 57.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 85.

<sup>63</sup> Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, p. 718.

<sup>64</sup> Le gouvernement avait initialement prévu une croissance du PIB comprise entre 3 et 3,5%, mais elle sera beaucoup plus faible. Le chômage continuait d'augmenter, en septembre on l'évaluait à 12,2% de la population active. Selon *L'Année politique*, p. 517, la France conserve un taux de chômage très supérieur à la moyenne de l'OCDE (7,4%).

<sup>65</sup> À l'exception du Royaume-Uni, où la croissance se maintenait à un niveau convenable de 2,7% entraînant un lent recul du chômage. En Espagne, la croissance atteignait 3%, mais sans arriver à provoquer une amélioration de la situation de l'emploi.

<sup>66</sup> *L'Année politique*, p. 63.

<sup>67</sup> Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, p. 730.

<sup>68</sup> Au sein de la droite cette politique moins soucieuse des grands équilibres a été prônée par Philippe Seguin.

<sup>69</sup> Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, p. 740.

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> Comme l'explique Pierre Gerbet, *œuvre citée*, p. 516, J. Chirac, en rivalité avec le Premier ministre Balladur, lui aussi candidat aux élections présidentielles, a fait sa campagne sur le thème de la fracture sociale et la nécessité d'envisager un programme de lutte contre le chômage. Il avait vivement critiqué la « pensée unique » des partisans du « franc fort » et préconisait le changement de politique.

<sup>72</sup> *L'Année politique*, 1995, p. 126.

<sup>73</sup> *Le Monde*, 28 novembre 1995.

<sup>74</sup> *L'Année politique*, 1995, p. 130.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 517.

<sup>76</sup> Voir Jean-Jacques Becker, *œuvre citée*, p. 752.

<sup>77</sup> Eric Hadin: « Perspectives pour l'année 1996 ». La conférence de presse de L. Jospin du 18 janvier 1996, dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, 26 janvier 1996, p. 3.

<sup>78</sup> *L'Année politique*, 1996, p. 100.

<sup>79</sup> Convention Nationale « Mondialisation, Europe, France », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 276, 8 mars 1996.

<sup>80</sup> Tribune apparue dans les pages « Débats » de *Libération*, le 16 mai 1997, <http://www.PSinfo.net>

<sup>81</sup> Victor Rober: « Lionel Jospin à Strasbourg. Au nom de l'Europe », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, 23 février 1996, p. 3.

<sup>82</sup> Jean-Luc Mélenchon: « Pour un nouveau traité européen », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, 16 février 1996, p. 7.

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> Voir à ce sujet: Convention Nationale « Mondialisation, Europe, France », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 276, 8 mars 1996.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>86</sup> Lionel Jospin : « Un pacte pour l'emploi », 17 mai 1997, <http://www.PSinfo.net>

<sup>87</sup> Les services de proximité se rassemblent en quelque sorte aux ceux publics, comme prise en charge des personnes âgées notamment dans le cadre du maintien à domicile, accompagnement et soutien scolaires, protection de l'environnement.

<sup>88</sup> Laurent Fabius: « Changer de politique, changer de majorité », Discours à l'Assemblée nationale, lors du vote de confiance du gouvernement Juppé, dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, 4 octobre, pp. 4-5.

<sup>89</sup> Intervention de L. Jospin lors de la Convention Nationale « Mondialisation, Europe, France », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no. 276, 8 mars 1996, p. 5.

<sup>90</sup> Convention Nationale « Mondialisation, Europe, France », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, no 276, 8 mars 1996, pp. 17-18.

<sup>91</sup> Frédéric Depetris: « Les socialistes européens accordent leurs violons », dans *Vendredi, l'hebdomadaire des socialistes*, 30 juin 1995, pp. 6-8.

<sup>92</sup> Bino Olivi, *œuvre citée*, pp. 651-655.

<sup>93</sup> *L'Année politique*, 1996, p. 243.